



L'EMPRISE DU RELIGIEUX AU MOYEN-ORIENT

Résumé : Au Moyen-Orient, les conflits géopolitiques, notamment en Palestine et en Israël, sont fondamentalement dictés par le religieux, chaque monothéisme revendiquant un monopole de la vérité. L'exemple américain illustre cette intrusion du religieux dans le politique : l'alliance judéo-évangéliste (le sionisme chrétien) dicte la politique étrangère et explique le soutien inconditionnel à Israël, bloquant par veto toute avancée pour la Palestine à l'ONU. Pourtant, l'admission d'Israël en 1949 était conditionnée par l'accord de Lausanne (1949) à l'application du partage et au retour des réfugiés. Aujourd'hui, le droit international reste lettre morte face à cette puissance soutenue par une alliance religieuse cynique, et le peuple palestinien en paie le prix. Le cœur du problème réside dans cette emprise du religieux sur les relations internationales, nécessitant l'intervention de théologiens plutôt que de politiciens.

Mots-clés : Palestine, Israël, Religion, État, Géopolitique, Relations internationales, Monothéismes, Sionisme chrétien, Alliance judéo-évangéliste, Organisation des Nations Unies (ONU), Plan de partage de 1947, Accord de Lausanne.

THE INFLUENCE OF RELIGION IN THE MIDDLE EAST

Abstract: *In the Middle East, geopolitical conflicts, particularly in Palestine and Israel, are fundamentally dictated by religion, with each monotheistic faith claiming a monopoly on truth. The American example illustrates this intrusion of religion into politics: the Judeo-Evangelical alliance (Christian Zionism) dictates foreign policy and explains the unconditional support for Israel, blocking any progress for Palestine at the UN through vetoes. Yet, Israel's admission in 1949 was conditional, according to the Lausanne Agreement (1949), on the implementation of the partition plan and the return of refugees. Today, international law remains a dead letter in the face of this power supported by a cynical religious alliance, and the Palestinian people are paying the price. The*

1. Ambassadeur de la délégation de l'État de Palestine auprès de l'UNESCO (Paris).

heart of the problem lies in this hold of religion on international relations, requiring the intervention of theologians rather than politicians.

Key words: *Palestine, Israel, Religion, State, Geopolitics, International relations, Monotheisms, Christian Zionism, Jewish-Evangelical Alliance, United Nations (UN), 1947 Partition Plan, Lausanne Agreement.*

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je suis tout d'abord et comme d'habitude fasciné par ce magnifique jardin d'exposés et d'opinions, sur des sujets toujours bien ciblés et directement liés à l'actualité. Je suis tout à fait impressionné par les différentes interventions et les brillantes personnalités qui ont tout à fait, chacun et chacune, défendu leur position, avec des arguments pertinents. En arrivant ici pour un tel sujet, puisque je suis politicien à la base, mais j'ai également étudié la théologie et je faisais partie des membres et des institutions de dialogue interreligieux et il est nécessaire que nous arrivions à décortiquer ce nœud qui lie le terrestre au divin, le problème de l'État et des religions².

IL Y A BEAUCOUP DE NUANCES. L'État confessionnel, croyant, laïque, athée, libéral, moderne, mais aussi traditionnel, conservateur... tous ces vocabulaires surviennent dans notre vie quotidienne, dans nos sociétés diversifiées, dans nos relations internationales, et j'aimerais rejoindre l'opinion de S.E.M. l'Ambassadeur Emmanuel Goût, que je salue vivement, ainsi que son brillant exposé³. Effectivement, le géopolitique est dicté par le religieux. Ceci est ma conviction, que j'aimerais partager à haute voix ici.

Dans notre région, le Moyen-Orient, la Palestine, Israël, tous les conflits y sont dus. Et malheureusement il y a aussi une histoire de problèmes de reconnaissance de l'autre. Avant de parler de la reconnaissance israélienne d'un État de Palestine on parle aussi de problèmes de reconnaissance du judaïsme, de la part des frères juifs, de leurs frères chrétiens, l'Ancien Testament et le Nouveau Testament. Pour les juifs, Jésus n'est jamais venu, et on ne parle pas de l'islam, le prophète Muhammad est considéré par les uns et les autres comme un réformiste. Donc la qualité sacrée n'est pas forcément égalitaire entre les trois religions monothéistes, ce

2. Texte issu de l'intervention de S.E.M. Safwat Ibraghith lors du colloque « Quel panorama des relations État-religion dans le monde ? » (colloque), *Académie de Géopolitique de Paris*, 23 Septembre 2025, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/quel-panorama-des-relations-etat-religion-dans-le-monde/> (consulté le 25 février 2026). (NDR)

3. « Spiritualité et temporalité face aux enjeux géopolitiques », intervention de S.E.M. Emmanuel Goût lors du colloque « Quel panorama des relations État-religion dans le monde ? », *Ibid.* (NDR)

qui fait qu'il y a un monopole de la vérité, d'un côté, un problème d'interprétation des textes religieux, et c'est cela à mon sens qui fait que le problème est vite exploité, et que la boussole est vite déviée de la réalité.

Voilà mes impressions très rapides sur le contenu de ce colloque. On croyait que l'extrémisme était exclusivement limité aux Musulmans, ou au monde islamique, mais effectivement nous avons très bien compris, par M. Dumont, combien il y a des mutations paradoxales et un acharnement contradictoire entre les dérives de même religion⁴.

Donc la question est : qui domine qui ? Les politiciens dominent les religions, ou est-ce les religieux ce sont eux qui dominent, qui décident pour le monde ? En prenant l'exemple américain, parce que dans votre résumé vous avez parlé d'un État laïque, et vous avez donné l'exemple de la France, qui est juste, et aussi les États-Unis d'Amérique qui, à mon sens, sont dans une autre catégorie. Pour moi, les États-Unis peuvent être définis comme un État religieux. Et nous avons très bien compris la composition de ce lobby qui domine au *Congress* lors des élections américaines, et qui dicte certaines politiques, même à la personne du Président.

Le sionisme chrétien

On parlait de sionisme chrétien. Le sionisme chrétien n'est plus un phénomène secret. C'est quelque chose qui illustre parfaitement l'alliance judéo-évangéliste. Le juif aux États-Unis aujourd'hui ne représente pas plus de 3 % de l'électorat américain, mais ce sont les évangélistes, tout à fait convaincus d'une condition préalable pour que Jésus revienne sur Terre (puisque pour eux il est déjà venu, et les juifs ne croient pas que Jésus est venu) qui est qu'Israël doit être établi comme État purement juif... Puis, par la suite, Jésus arrive et tout le monde se convertit à la religion de Jésus car le maître est là, est descendu. Donc finalement, les évangélistes et les juifs ne se reconnaissent pas forcément, ce n'est pas la même doctrine, mais il y a une alliance doctrinale autour de mêmes intérêts et d'un même objectif, ce qui fait que les Palestiniens paient le prix de ce veto américain, car là-aussi c'est une démonstration de force, pendant que le monde entier voit que tout ce qui passe par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) – de 14 membres et qui doit quand même être le garant de la paix et de la sécurité internationales – est bloqué, tout le temps, par le veto américain. Lorsqu'il s'agit

4. « XXI^e siècle : une nouvelle géographie mondiale des religions », intervention du recteur Gérard-François Dumont, lors du colloque « Quel panorama des relations État-religion dans le monde ? », *Ibid.* (NDR)

d'Israël, on ne peut rien faire, on doit contourner les coulisses pour aller enfin se contenter d'une décision adoptée par l'Assemblée générale. Cela ne justifie pas, mais du moins explique que l'État de Palestine peine encore à trouver sa place, normalement, souverainement, d'une façon égalitaire avec toutes les autres nations du monde.

La Palestine manque à la carte

La Palestine n'est pas un pays qui est un surplus de la carte, mais un pays qui manque à la carte. Cela fait 77 ans depuis le projet de partition de la Palestine⁵, qui était un projet injuste, mais qui est la seule raison sur laquelle Israël s'est fait proclamer. C'est la seule raison juridique qui permet à Israël d'être membre à l'ONU. Et je dois peut-être rappeler qu'Israël est le seul pays au monde, dans cette communauté internationale, qui a adhéré selon un accord particulier à l'accord de Lausanne de 1949, qui met deux conditions afin qu'Israël soit admis en tant que membre à l'ONU⁶.

La première condition, son acceptation d'appliquer le partage, c'est-à-dire à l'intérieur de ces frontières proposées par la Grande-Bretagne en sa qualité de puissance mandataire, soit 56 % environ de la Palestine historique en État juif, et le reste (44 %) en État arabe palestinien, et moins d'1 % sous tutelle internationale, ce qui représente la région Jérusalem-Bethléem, lieu sacré chrétien, musulman, juif, patrimoine pour les trois religions monothéistes. La deuxième condition était d'accepter le retour des réfugiés palestiniens dans leur patrie (environ 1 million d'expulsés à partir de la *Nakba*, première tragédie)⁷.

Et donc je crois que quand on a soumis à M. Truman le projet de la reconnaissance d'Israël, on lui a proposé le texte et il a barré le mot « juif » (et le texte nous

5. Plan de partage de la Palestine : *Résolution 181 (II)*, de l'Assemblée Générale de l'ONU, 29 Novembre 1947 ; *Plan de partage avec union économique*, 1947, lien : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/ill1947.htm> (consulté le 25 février 2026).

6. *Working paper on future discussions agreed at Lausanne talks between Palestine Conciliation Commission and Arab and Israeli delegations*, Press release PAl/496 (communiqué de presse), « Question de Palestine », Lake Success, New York, Nations Unies, Department of Public Informations, Press and Publications Bureau, 12 Mai 1949, lien : <https://www.un.org/unispal/document/auto-insert-199030/> (consulté le 25 février 2026).

7. Ibraghith Sawfat, « La *Nakba* palestinienne, de 1987 à 2025. La continuité de la politique de nettoyage ethnique », dans *Géostratégiques*, N° 68 (« Quel destin pour la Palestine ? »), Paris, Académie de Géopolitique de Paris, Mai 2025, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/la-nakba-palestinienne-de-1897-a-2025-la-continue-de-la-politique-de-nettoyage-ethnique/> (consulté le 25 février 2026).

l'avons, il se trouve dans les archives) et a mis « État d'Israël », pas « juif ». Les Américains sont les premiers alliés d'Israël, mais à cette époque ils n'étaient pas leurs premiers alliés, bien qu'ils ont été quand même les premiers à avoir reconnu Israël en tant que membre (et une demi-heure après, c'était l'URSS), ils n'ont pas voulu qu'Israël soit admis en tant qu'État religieux parce que normalement dans la communauté internationale les critères d'un État doivent se conformer aux critères terrestres. Personne ne reconnaît l'Arabie saoudite en tant que pays sunnite, ou le Vatican en tant que pays catholique, ou l'Allemagne en tant qu'État à héritage protestant, ou l'Iran en tant qu'État chiite, ou l'Inde en tant qu'État hindou, etc. Donc les États se proposent selon la déclaration et le pacte des Nations Unies. On accepte ou on n'accepte pas, et après chaque État est libre de se définir avec ses critères, avec son identité, mais cela ne concerne pas les relations internationales. C'est pour cela que M. Truman a mis dès le départ ce trait sur le mot « juif ».

Le problème nécessite des théologiens, pas des politiciens

Le problème, actuellement, n'a pas beaucoup changé. Le problème nécessite des théologiens, pas des politiciens. Parce que le droit international est tout à fait absent, non-appliqué, parce que finalement le maître du monde, la première puissance mondiale, alliée à la fois à Israël sur une base doctrinale, une alliance purement religieuse, mais cynique. Donc tout le monde aujourd'hui... et en premier lieu notre peuple palestinien à Gaza, anéanti, détruit, face à cette guerre, à cette machine génocidaire. Pourquoi ? Parce que les Américains n'ont mis aucune pression, en tout cas, pour arrêter cette guerre. C'est M. Trump qui dirige les pourparlers pour libérer les otages, c'est lui qui donne le feu vert à l'armée israélienne d'aller jusqu'au bout. Toute l'humanité est dans un panier, les Américains et Israël dans un autre panier.

Voilà le complexe, voilà le reflet et les répercussions de ce magnifique dialogue, mais en prenant le cas américain, on comprend facilement et directement la complexité et la sensibilité de ce conflit qui se passe ailleurs, sur une petite parcelle de territoire, mais dont l'auteur est bien soutenu, et c'est pour cela qu'Israël et ses politiques agissent en toute impunité, parce que quoi qu'il arrive, « on s'en fout des autres, on a les Américains »... C'est eux seuls qui peuvent avoir le dernier mot sur cette région.

La région du Moyen-Orient appartient depuis 1945, la fin de la Seconde Guerre mondiale, aux Américains. Et c'était un des partages convenables entre les cinq grandes puissances. Les Américains ont ce lot, la Chine a sa zone de la mer

de Chine, la Russie (l'URSS à l'époque) l'Europe de l'Est et certaines parcelles, on essaie de s'intercepter mais finalement il y a une règle du jeu entre les cinq grands, on parle aussi de la France, avec ses anciennes colonies en Afrique, et la Grande-Bretagne. Donc aujourd'hui, le sionisme chrétien, c'est le problème. L'alliance doctrinale basée sur des récits bibliques, est un problème, est notre problème en Palestine. Nous sommes victimes de cette croyance et de cette conviction.

Pour terminer, la laïcité est un mode de gouvernance politico-sociétal, mais la liberté c'est une valeur universelle. On ne peut pas, nous en Palestine, développer un mode de gouvernance sur-mesure, à l'instar du modèle français, ou à l'exemple allemand. C'est un peuple croyant, mais c'est un peuple pluraliste, qui a aussi dans ses gènes le vivre-ensemble, parfaitement expérimenté entre toutes les composantes religieuses et raciales qui font et qui forgent l'unité et le caractère de ce peuple palestinien. ■

23 Septembre 2025.

Bibliographie :

- Ibraghith Safwat, « La *Nakba* palestinienne, de 1987 à 2025. La continuité de la politique de nettoyage ethnique », dans *Géostratégiques*, N° 68 (« Quel destin pour la Palestine ? »), Paris, Académie de Géopolitique de Paris, Mai 2025, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/la-nakba-palestinienne-de-1897-a-2025-la-continuite-de-la-politique-de-nettoyage-ethnique/> (consulté le 25 février 2026).
- « Quel panorama des relations État-religion dans le monde ? » (colloque), *Académie de Géopolitique de Paris*, 23 Septembre 2025, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/quel-panorama-des-relations-etat-religion-dans-le-monde/> (consulté le 25 février 2026).
- *Résolution 181 (II)*, Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, 29 Novembre 1947.
- *Plan de partage avec union économique*, 1947, lien : <https://mjp.univ-perp.fr/constit/il1947.htm> (consulté le 25 février 2026).
- *Working paper on future discussions agreed at Lausanne talks between Palestine Conciliation Commission and Arab and Israeli delegations*, Press release PAL/496 (communiqué de presse), « Question de Palestine », Lake Success, New York, Nations Unies, Department of Public Informations, Press and Publications Bureau, 12 Mai 1949, lien : <https://www.un.org/unispal/document/auto-insert-199030/> (consulté le 25 février 2026).